

Des labels vert clair et vert foncé

En Europe, il y a 10 ou 15 labels différents pour le tourisme durable. « Pas complètement nuls, mais pas toujours fiables non plus », résume Hadelin de Beer. Ces labels dérivés d'autres labellisations touristiques, comme les Épis des Gîtes de France par exemple, reposent souvent sur l'auto-contrôle et les critères sont parfois légers, note le professeur en tourisme durable.

D'autres écolabels sont par contre plus indépendants et reconnus internationalement. C'est notamment le cas du label *Clé Verte* (2 600 structures dans 55 pays) qui a été renouvelé en 2017 pour 32 établissements de la région bruxelloise (dont 20 % des chambres d'hôtel reconnues) et une trentaine de structures wallonnes.

En Wallonie, les critères liés à ce label qui saluent les efforts

fournis en matière de respect de l'environnement sont contrôlés par Inter Environnement Wallonie. La fédération qui regroupe les associations environnementales est chargée d'évaluer tous les 4 ans des critères établis internationalement.

Mais ce type de label a aussi ses limites, dit Hadelin de Beer. S'il incite à améliorer la gestion environnementale de l'activité touristique par un plan d'action qui est contrôlé, « il ne tient pas compte de la consommation absolue ».

Autrement dit, si le tourisme écoresponsable, ou tourisme durable, crée du capital social et économique local (favoriser

AV 10/07/17
les circuits courts, consommer bio) il *consomme* malgré tout du capital environnemental qui ne peut pas être intégralement remplacé par les deux autres.

« Ou alors il faudrait mettre une limite. »

Mais il est difficile de dire à quelqu'un qui veut profiter de ses vacances qu'on va limiter son nombre de douches ou couper le chauffage et l'éclairage à 22 heures...

Pourtant, conclut Hadelin de Beer, pour que le tourisme écoresponsable fonctionne vraiment ce sont deux acteurs qui doivent jouer pleinement leur rôle : « celui qui offre le service et le touriste lui-même. » ■ A.W.



Laura Ioste